

## Traiter les palmarès d'universités comme ils doivent l'être<sup>1</sup>

*En 2003, l'Université de Shanghai a rendu public son classement des 500 meilleures universités du monde. Ce n'est pas le seul disponible, les initiatives visant à classer les universités sont désormais en concurrence, au point qu'elles font déjà l'objet d'études comparées, qui annoncent leur prochain classement. Puisque nos contemporains semblent aspirer à pouvoir consulter des palmarès, il est urgent que les universités européennes se mobilisent pour proposer un classement dont les critères complexes et subtils témoignent des rôles qu'elles assument et qui dépassent largement ce que les « rankings » caricaturaux suggèrent.*

Dans son édition du 18 avril, le quotidien sénégalais Le Soleil a annoncé que l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar occupait la quinzième place dans le « classement des universités africaines selon la liste de Shanghai ». L'affaire a fait grand bruit dans les couloirs de cette université, où de nombreux collègues se sont réjouis de savoir que leur institution était classée deuxième université francophone du continent, après celle de la Réunion. L'anecdote peut sembler exotique, elle révèle un comportement universel : les propos tenus à Dakar étaient très proches de ceux qu'échangeaient voici quelques mois des collègues belges, tout aussi fiers de relever que leur université était la deuxième francophone au monde selon le classement du Times Higher Education Supplement.

S'il réjouit le cœur de ses professeurs, un « bon » classement attribué par l'Université Jiao Tong de Shanghai rend-il correctement compte de la qualité d'une université ? Rien n'est moins sûr. En accordant une place importante au nombre de prix Nobel ou de médailles Fields obtenus par ses chercheurs ou ses diplômés, il s'appuie sur un indicateur qui dit davantage du passé de l'université que de son état actuel. Les autres indicateurs utilisés, axés sur le nombre de citations et de publications scientifiques, sont influencés par les méthodes de comptage mises en œuvre, qui, en l'occurrence, privilégient nettement les revues anglo-saxonnes et les sciences de la nature aux dépens des sciences humaines et des lettres. En d'autres mots, le classement de Shanghai n'évalue qu'une partie de la recherche, au départ d'indicateurs frustrés.

L'histoire officielle de ce classement est connue : c'est parce que la Chine souhaitait se doter d'universités de réputation internationale qu'une équipe d'académiques locaux a entrepris de rassembler des données sur les institutions les plus prestigieuses au monde, afin de s'inspirer de leurs pratiques. Le classement qui en résulte n'est donc qu'un sous-produit d'une démarche stratégique cohérente, sa genèse le destinait à rester inconnu du grand public et à ne circuler que parmi les professionnels intéressés par ces matières. C'est, nous dit-on, l'aimable insistance de leurs collègues étrangers qui a conduit les professeurs de l'Université Jia Tong à rendre universellement accessible le résultat de leur travail. L'intérêt a été massif et immédiat, le site reçoit deux mille visites par jour, les messages de félicitations et d'encouragements ont été innombrables.

Cet engouement mérite d'être commenté. Il ne va pas de soi, que du contraire. Les universités susceptibles de participer à la compétition mondiale pour la conquête des prix Nobel, des médailles Fields et du plus grand nombre de publications dans Nature et Science ne sont que quelques centaines à la surface de la planète. Ce sont les universités de recherche, où se concentrent les plus gros budgets publics et privés. La vocation de ces institutions

---

<sup>1</sup> Cette chronique reprend quelques arguments présentés le 28 novembre 2006 aux Midis de l'éthique, où Philippe Van Parijs nous avait invités, Jacques Drèze et moi-même, à débattre des rankings. Ce papier doit beaucoup à la qualité des échanges qui ont eu lieu ce jour-là.

prestigieuses est de faire progresser la science, ce qui implique aussi de dire ce que signifie une avancée de la science et de préciser les directions dans lesquelles il est bon qu'elle se fasse. Les règles du champ scientifique veulent que tout chercheur accumulant des distinctions devienne un arbitre à qui l'autorité est donnée d'orienter la science en régulant l'accès aux publications, aux postes, aux crédits. C'est au départ de ce mécanisme imparable, nécessaire et juste d'une certaine manière, que le petit monde des universités de recherche définit des critères d'excellence scientifique qui visent fort logiquement à maximiser la qualité de ce qui s'y fait. Ces critères sont d'une parfaite pertinence pour l'univers dans lequel ils doivent s'appliquer, ils sont sans objet hors de ce périmètre.

C'est pour cela que l'intérêt suscité par le classement de Shanghai pose de nombreuses questions. Les universités ne servent la science que pour qu'elle fournisse à l'homme des moyens de vivre mieux, même si la formule est susceptible de bien des lectures contradictoires. En tout état de cause, le développement scientifique n'a aucun sens s'il ne s'accompagne pas de la diffusion des savoirs. Très prosaïquement, les populations qui financent les universités dans des régions ou des pays où sévissent le chômage ou la pauvreté attendent d'elles non qu'elles se distinguent par des publications savantes sur des sujets qui leur paraissent abscons, mais qu'elles dotent les jeunes qu'elles diplôment des savoirs qui leur permettront de soutenir et d'amplifier les dynamiques de développement économique, culturel et social. La responsabilité première de ces très nombreuses universités de masse est bien celle-là, et tout classement qui ne tente pas de prendre la mesure de ce que font les universités à cette fin ne mérite pas d'être pris au sérieux. Le classement de Shanghai, en ne prêtant aucune attention aux réalisations destinées à donner une formation solide aux étudiants, disqualifie et ridiculise les universités de masse, qui sont pourtant les plus nombreuses. Il ne méritait dès lors que d'être traité avec une parfaite indifférence, au lieu de quoi il a fait l'objet de multiples commentaires savants qui en valident les méthodes et en légitiment le projet.

Les débats sur les critères qui permettent de mesurer la qualité de l'enseignement supérieur vont bon train, dans la foulée du processus de Bologne et de la stratégie de Lisbonne. Il serait urgent que les universités européennes, dans toutes leurs diversités irréductibles, et de préférence en concertation avec leurs homologues d'Afrique et d'Amérique latine auxquelles elles sont historiquement liées, s'entendent sur quelques critères fondamentaux et complémentaires et les coulent dans une méthode de classement qui reflétera leur vision du monde et du rôle de l'université. Pour de bonnes ou de mauvaises raisons, la logique du classement s'est désormais imposée. Elle a ceci de positif qu'elle invite au débat sur les missions de l'université et sur son rôle dans la société. Construire un classement sur des critères subtils est évidemment moins simple que de faire un comptage de prix Nobel, cela suppose d'établir des pondérations qui ne peuvent être le fruit que de compromis évolutifs. L'expérience du processus de Bologne a montré que les universités européennes pouvaient construire des accords sur des matières complexes, celle-ci ne semblera pas l'avoir été beaucoup plus que les précédentes, quand le classement européen aura effacé celui de Shanghai des mémoires.

Jean-Émile Charlier

Professeur,

Groupe de Recherche Sociologie-Action-Sens,

Facultés universitaires catholiques de Mons